



Agence internationale de l'énergie atomique

## CIRCULAIRE D'INFORMATION

---

# INF

INFCIRC/480

23 août 1995

Distr. GENERALE

FRANÇAIS

Original : ESPAGNOL

### COMMUNICATION EN DATE DU 26 JUIN 1995 REÇUE DE LA MISSION PERMANENTE DE L'EQUATEUR AUPRES DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

1. Le 27 juin 1995, le Directeur général a reçu une communication datée du 26 juin 1995 de la mission permanente de l'Equateur transmettant une déclaration du Groupe de Rio datée du 22 juin 1995 concernant la reprise des essais nucléaires par la France.
2. Comme l'a demandé la mission permanente de l'Equateur, le texte de la déclaration est distribué pour l'information des Etats Membres de l'Agence.

DECLARATION DU GROUPE DE RIO CONCERNANT LA DECISION  
DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS DE REPRENDRE  
LES ESSAIS NUCLEAIRES

Quito, le 22 juin 1995

Devant la décision du Gouvernement français de reprendre les essais nucléaires sur l'atoll de Mururoa, les pays du Groupe de Rio expriment leur profonde préoccupation et demandent instamment à ce gouvernement de revoir sa décision et d'annuler les essais nucléaires.

Cette décision a été adoptée peu de temps après qu'est intervenue la prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération (TNP), alors que pendant les négociations à ce sujet avait été lancé un appel à la Conférence du désarmement pour lui demander d'achever les négociations sur la conclusion d'un traité international d'interdiction totale et complète des essais nucléaires.

Les pays du Groupe de Rio expriment à nouveau leur préoccupation devant les effets négatifs potentiels des essais nucléaires sur l'environnement et la santé humaine, valeurs que nous sommes tenus de préserver.

En sa qualité de mécanisme de consultation et de concertation politique en Amérique latine et dans les Caraïbes, première zone exempte d'armes nucléaires au monde, le Groupe de Rio lance un appel à tous les Etats dotés d'armes nucléaires et leur demande de suspendre tous les essais nucléaires, dans le cadre de moratoires unilatéraux ou négociés, jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction totale des essais nucléaires.